

Request For Quotation

RFQ Reference : 30000035311**Issuing/Publishing Date:** 15/10/2026 9:17 AM**Subject of RFQ:** BEN073_Confection de mobiliers scolaire**Open for Response Date =****Open Date value :** 15/10/2026 9:17 AM**Description:** RFQ 30000035311_BEN073_Confection de mobiliers scolaires au profit de la commune de**Contact Name:** cssmsupplychain@iom.int
cssmsupplychain@iom.int**Close Date:** 22/10/2026 9:17 AM**Contact Email:** cssmsupplychain@iom.int**Expected date for contract/PO award:****Timezone:** Coordinated Universal Time

If any doubt exists as to the time zone in which the quotation should be submitted, refer to <http://www.timeanddate.com/worldclock/>

Demande de Devis (RFQ)_BEN073_Confection de mobiliers scolaires au profit de la commune de Kérou, Bénin

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a l'honneur d'inviter les entreprises qualifiées à soumettre une offre dans le cadre de la Demande de Devis (RFQ) BEN073_Confection de mobiliers scolaires au profit de la commune de Kérou, Bénin. Les soumissionnaires sont priés de prendre connaissance avec la plus grande attention des instructions et informations contenues dans le dossier de consultation avant l'élaboration de leur offre. Celle-ci devra être soumise au moyen du Formulaire de Soumission, accompagnée d'une Proposition Technique et d'une Proposition Financière, conformément aux modalités définies dans le dossier d'appel d'offres et dans les délais prescrits. Il incombe exclusivement aux soumissionnaires de s'assurer que leur offre est transmise avant la date et l'heure limites de réception indiquées dans le dossier de consultation. Toute offre reçue après l'échéance fixée ne pourra être prise en considération, quelle qu'en soit la cause. Modalités de soumission.

Option 1 : Soumission électronique via la plateforme WAVE de l'OIM

Les offres sont de préférence soumises par voie électronique sur la plateforme WAVE de l'OIM. Les fournisseurs qui ne disposent pas encore d'un compte peuvent procéder à leur enregistrement via le lien suivant : <https://fa-evlj-saasfaprod1.fa.ocs.oraclecloud.com/fscmUI/redwood/supplier-registration/register-supplier/register-supplier-verification>

À l'issue de cette inscription, les soumissionnaires sont invités à transmettre à l'adresse cssmsupplychain@iom.int leur numéro d'enregistrement ainsi que les documents administratifs ci-après:

Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) ;
Identifiant Fiscal Unique (IFU) ; Attestation de Régularité Fiscale en cours de validité ; Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

NB: La demande est répartie en deux Lots(Lot1 et Lot2). les entreprises peuvent soumissionner pour les deux lot mais ne peuvent gagner qu'un seul lot.

Option 2 : Soumission par courrier électronique

Les offres peuvent également être transmises par courrier électronique à l'adresse suivante : cssmtenders@iom.int

NB: La demande est répartie en deux Lots. les entreprises peuvent soumissionner pour les deux lot mais ne peuvent gagner qu'un seul lot.

Exigences relatives à la soumission

Les documents transmis doivent respecter les exigences suivantes :

Format des fichiers : PDF ;

Longueur maximale du nom de fichier : 60 caractères ;

Absence de caractères spéciaux non standards dans l'intitulé des fichiers ;

Fichiers exempts de virus et non endommagés ;

Respect de la taille maximale autorisée pour les courriels conformément aux normes informatiques de l'OIM.

Objet obligatoire du courriel

Mini Request for Quotation 30000035311_BEN073_Confection de mobiliers scolaires au profit de la commune de Kérou, Bénin

Transmission en plusieurs courriels

Dans l'éventualité où la soumission nécessiterait l'envoi de plusieurs courriels :

chaque message devra comporter la mention « Courriel n° X sur Y » ;

le dernier courriel devra porter la mention « Courriel n° Y sur Y ».

Afin de faciliter le traitement des offres, il est recommandé de limiter autant que possible le nombre de pièces jointes.

L'intégralité du dossier de consultation est disponible sur la plateforme de l'OIM. Il peut également être obtenu sur demande adressée à cssmsupplychain@iom.int, en indiquant dans l'objet du message la référence de la consultation concernée.

Dispositions importantes

Les offres devront être conformes à l'ensemble des exigences administratives, techniques et contractuelles énoncées dans le dossier de consultation.

Les offres doivent être envoyées uniquement à l'adresse dédiée (cssmtenders@iom.int).

Les demandes d'information complémentaire doivent être adressées à l'adresse cssmsupplychain@iom.int.

RFQ INFORMATION

Method of submission	Quotation must be submitted as follows: E-tendering or email <i>Note that IOM only accepts bids submitted as per the required response method. In most countries, IOM only accepts bids submitted through E-tendering. In countries where IOM accepts bids submitted through several methods (i.e. by E-tendering, by email or by physical delivery/courier), IOM strongly encourages suppliers to submit bids via E-tendering as this will enhance the integrity and transparency of the procurement process, reduce manual errors and enable the streamlining of the processes, leading to an overall more effective process.</i>
Cost of preparation of quotation	IOM shall not be responsible for any costs associated with a vendor's preparation and submission of a quotation, regardless of the outcome or the manner of conducting the selection process.
Contractual Terms	Any Purchase Order that will be issued as a result of this RFQ shall be subject to the IOM standard terms for provision of goods/services/transportation/medical services available at https://www.iom.int/do-business-us-procurement or IOM standard contract templates.
Documents to be submitted	Bidders shall submit and sign the-bid submission form below.
Quotation validity period (days)	The vendor quotation should remain valid for the following number of days from the deadline for the submission. 90
Price	Quotations shall be for the goods, works and/or services stated in the Specification/TOR/SOW
Clarifications	Contact details for correspondence, notifications and clarifications Click or tap here to enter text. Contact Name: cssmsupplychain@iom.int cssmsupplychain@iom.int E-mail address: cssmsupplychain@iom.int
Evaluation method	Technically compliant offer with the lowest cost and shortest delivery time.
Right not to accept any quotation	IOM is not bound to accept any quotations, nor award a contract or purchase order

Response Rules

	Rule
☒	Suppliers are allowed to respond to selected lines
☒	Suppliers are required to respond with full quantity on each line
☒	Suppliers are allowed to revise their submitted response

Thank you and we look forward to receiving your quotation.

Issued by: Route des Morillons, 17Geneva Switzerland

Name: Sarah Crookes

Title: Supply Chain Officer

Date: 2026-10-15 09:17:34.0

Requirements

**Response is required*

Section 1. Pièces administrative

- *1. Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) ;
Identifiant Fiscal Unique (IFU) ;
Attestation de Régularité Fiscale en cours de validité ;
Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

Select one of the following:-

- ☐ a. Yes(*Response attachments are optional*)
☐ b. No(*Response attachments are optional*)

- *2. Preuve d'expérience

Attestation de bonne fin d'exécution pour la réalisation de Table-Bancs

Select one of the following:-

- ☐ a. Yes(*Response attachments are optional*)
☐ b. No(*Response attachments are optional*)

Section 2. Spécification Technique

- *1. Dimensions : 120 x 38 x 72 cm
Hauteur assise 40 cm
1/ Plateau :
Planche en bois rouge dur acajou ou équivalent de dimensions 120 x 38 cm poncé et verni de 25 mm d'épaisseur
2/ Siège :
Planche en bois rouge dur acajou ou équivalent de 24 cm de largeur, poncé et verni de 25 mm d'épaisseur.

Select one of the following:-

- ☐ a. Yes(*Response attachments are optional*)
☐ b. No(*Response attachments are optional*)

- *2. Casier

Il sera constitué :

- d'un fond en bois rouge dur acajou ou équivalent de 25 mm d'épaisseur;
 - de quatre parois verticales en planches de bois rouge dur acajou ou équivalent de 20 mm d'épaisseur après rabotage sur les deux faces ;
 - Profondeur du casier : 35,5 cm.
- Les dimensions correspondront exactement aux indications fournies dans les plans

QUALITE DES BOIS**1- Variétés de bois**

La variété du bois utilisée pour la fabrication des mobiliers, sera du bois rouge acajou ou équivalent qui correspondra aux caractéristiques énumérées ci-dessous :

- durabilité : bonne

- texture moyenne à fine.

Les bois ayant des caractéristiques inférieures à celles définies cidessus ne seront pas tolérés, et le mobilier fabriqué avec des bois aux caractéristiques techniques non conformes ne sera pas accepté.

Les planches de bois entrant dans la fabrication des tables-bancs seront en bois rouge, dur, de premier choix et auront des caractéristiques correspondantes à celles énumérées ci-dessus.

2- Défauts qui ne seront pas tolérés :

Présence d'aubier,

Piqûres de vers,

Fentes,

Eclats,

Bois torse,

Bois courbe,

Noeuds,

Parties de bois altérées par des moisissures ou pourritures.

3- Variations tolérées

en longueur : 2 mm

en épaisseur : 1 mm

en largeur : 2 mm

Après ponçage,

4 -Finition

Après ponçage, aucune trace d'outils ne sera visible ou sensible sur les surfaces et les pièces de bois seront bien dépoussiérées.

5 -Traitement des bois

Tous les bois en oeuvre seront traités contre les termites et autres vermines s'attaquant aux bois et contre les champignons.

Enfin, les bois traités devront recevoir deux couches de vernis.

Select one of the following:-

☐ a. Yes(*Response attachments are optional*)

☐ b. No(*Response attachments are optional*)

***3. TABLE ENSEIGNANT**

Dimensions : 140 x 70 x80 cm

1/ Plateau :

Planche en bois rouge dur acajou ou équivalent de dimensions 140 x 70 cm poncé et verni de 25 mm d'épaisseur

Les dimensions correspondront exactement aux indications fournies dans les plans

Select one of the following:-

☐ a. Yes(*Response attachments are optional*)

☐ b. No(*Response attachments are optional*)

***4. CHAISE ENSEIGNANT**

Dimensions : 96 x 44 x44 cm

Hauteur assise 41 cm

1/ Plateau :

Planche en bois rouge dur acajou ou équivalent de dimensions 96 x 44 cm poncé et verni de 25 mm d'épaisseur

2/ Siège :

Planche en bois rouge dur acajou ou équivalent de 44 cm de largeur, poncé et verni de 25 mm d'épaisseur.

Select one of the following:-

- ☐ a. Yes(*Response attachments are optional*)
- ☐ b. No(*Response attachments are optional*)

Section 3. Proposition financière

*1. Proposition Financière

Proposition Lot 1

Proposition Lot 2

Select one of the following:-

- ☐ a. Yes(*Response attachments are optional*)
- ☐ b. No(*Response attachments are optional*)

Lines

Delivery Requirements:

Currency of the Quotation:XOF					
INCOTERMS:					
Item No	Description	UOM	Qty	Unit price	Total price
10000168	BEN073.A.1.2: Teacher table	Each	6		
10000168	BEN073.A.1.3: Chairs for teachers	Each	6		
10000168	BEN073.A.1.1: Bench-table (Lot1)	Each	180		
10000168	BEN073.A.1.1: Bench-table (Lot2)	Each	180		
Total Price					

COMPANY PROFILE (Vendor Information Form)

For New Suppliers Only

Note that IOM only accepts bids submitted as per the required response method. In most countries, IOM only accepts bids submitted through E-tendering. In countries where IOM accepts bids submitted through several methods (i.e. by E-tendering, by email or by physical delivery/courier), IOM strongly encourages suppliers to submit bids via E-tendering as this will enhance the integrity and transparency of the procurement process, reduce manual errors and enable the streamlining of the processes, leading to an overall more effective process.

Item Description	Detail
Legal name of bidder*	
Legal Address (house no, street name, zip code, city*, region*, country*)	
Website	
Registration date* and VAT number*	
Legal structure	
Business type/industry category*	
Are you a UNGM registered vendor?	
Do you provide services/goods internationally?	
Contact information*	Company Tel/Mobile: Company Email: Contact Person 1: Contact Person 2:
Disability inclusive business*	
Women-owned/controlled*	
Bank Information	Bank Name: Bank Address: IBAN: SWIFT/BIC: Account Currency: Bank Account Number: Other relevant information:

¹ If company id not registered in UNGM or with IOM. If supplied to IOM already, please indicate if there are any changes to be incorporated in the vendor information sheet signed earlier

BIDDER'S DECLARATION OF CONFORMITY

Note that IOM only accepts bids submitted as per the required response method. In most countries, IOM only accepts bids submitted through E-tendering. In countries where IOM accepts bids submitted through several methods (i.e. by E-tendering, by email or by physical delivery/courier), IOM strongly encourages suppliers to submit bids via E-tendering as this will enhance the integrity and transparency of the procurement process, reduce manual errors and enable the streamlining of the processes, leading to an overall more effective process.

Yes	No	
☐	☐	On behalf of the vendor, I hereby represent and warrant that neither the vendor, nor any person having powers of representation, decision-making or control over it or any member of its administrative, management or supervisory body, has been the subject of a final judgement or final administrative decision for one of the following reasons: bankruptcy, insolvency or winding-up procedures; breach of obligations relating to the payment of taxes or social security contributions; grave professional misconduct, including misrepresentation, fraud; corruption; conduct related to a criminal organisation; money laundering or terrorist financing; terrorist offences or offences linked to terrorist activities; child labour and other trafficking in human beings, any discriminatory or exploitative practice, or any practice that is inconsistent with the rights set forth in the Convention on the Rights of the Child or other prohibited practices; irregularity; creating or being a shell company.
☐	☐	On behalf of the vendor, I further represent and warrant that the vendor is financially sound and duly licensed.
☐	☐	On behalf of the vendor, I further represent and warrant that the vendor has adequate human resources, equipment, competence, expertise and skills necessary to complete the contract fully and satisfactorily, within the stipulated completion period and in accordance with the relevant terms and conditions.
☐	☐	On behalf of the vendor, I further represent and warrant that the vendor complies with all applicable laws, ordinances, rules and regulations.
☐	☐	On behalf of the vendor, I further represent and warrant that the vendor will in all circumstances act in the best interests of IOM.
☐	☐	On behalf of the vendor, I further represent and warrant that no official of IOM or any third party has received from, will be offered by, or will receive from the vendor any direct or indirect benefit arising from the contract.
☐	☐	On behalf of the vendor, I further represent and warrant that the vendor has not misrepresented or concealed any material facts during the contracting process.
☐	☐	On behalf of the vendor, I further represent and warrant that the vendor will respect the legal status, privileges and immunities of IOM as an intergovernmental organization.

² This form is mandatory to fill in and sign by every vendor who submits quotation

Yes	No	
☐	☐	On behalf of the vendor, I further represent and warrant that the vendor does not employ, provide resources to, support, contract or otherwise deal with any person, entity or other group associated with terrorism as per the UN Sanctions List and any other applicable anti-terrorism legislation.
☐	☐	On behalf of the vendor, I further represent and warrant that, the vendor will apply the highest ethical standards, the principles of efficiency and economy, equal opportunity, open competition and transparency, and will avoid any conflict of interest.
☐	☐	On behalf of the vendor, I further represent and warrant that the vendor undertakes to comply with the Code of Conduct, available at https://www.ungm.org/Public/CodeOfConduct .
☐	☐	It is the responsibility of the vendor to inform IOM immediately of any change to the information provided in this Declaration.
☐	☐	On behalf of the vendor, I certify that I am duly authorized to sign this Declaration and on behalf of the vendor I agree to abide by the terms of this Declaration for the duration of any contract entered into between the vendor and IOM.
☐	☐	IOM reserves the right to terminate any contract between IOM and the vendor, with immediate effect and without liability, in the event of any misrepresentation made by the vendor in this Declaration.

Name: Sarah Crookes

Title: Supply Chain Officer

Date: 2026-10-15 09:17:34.0

Términos y condiciones generales de Orden de compra – Bienes

1. Acuerdo

El Proveedor se compromete a entregar los bienes y los servicios conexos descritos en la Orden de compra de conformidad con los términos y condiciones generales y cualquier anexo pertinente. Los derechos y las obligaciones de las Partes se regirán únicamente por lo dispuesto en la Orden de compra, que incluirá estos términos y condiciones generales y cualquier anexo pertinente (conjuntamente, "el Acuerdo").

2. Orden de aplicabilidad

En caso de discrepancia entre los presentes términos y condiciones y alguna condición especial establecida en la Orden de compra (incluida cualquier modificación o desviación convenida de los presentes términos y condiciones), prevalecerá la condición especial, salvo que se indique lo contrario de manera expresa en la Orden de compra. Ninguna disposición adicional o incompatible que proponga el Proveedor será vinculante para la OIM, salvo que un oficial de la OIM debidamente autorizado confirme otra cosa por escrito.

3. Pago

3.1. El Proveedor presentará su factura a la OIM tras la entrega de los bienes y el pago se realizará dentro del periodo establecido en las condiciones de pago de la Orden de compra una vez recibidas la factura, la prueba de envío y cualquier otro documento previsto en el Acuerdo, y una vez que la OIM haya recibido y aceptado la garantía bancaria y/o la garantía de cumplimiento, según proceda, de conformidad con la cláusula 5 del presente Acuerdo. Los pagos serán exigibles 30 (treinta) días naturales después de la aceptación de los bienes por la OIM.

3.2. El Proveedor velará por que la información facilitada a la OIM para las transferencias bancarias esté actualizada y sea completa y exacta. Los esfuerzos destinados a verificar información bancaria incorrecta o desactualizada pueden generar demoras en las transferencias. La OIM no será responsable de ninguna pérdida, obligación, costo o gasto en que incurra el Proveedor en relación con dichas demoras o con el suministro de información bancaria incorrecta o desactualizada. Si fuera necesario modificar la cuenta bancaria consignada por escrito por el Proveedor en la que la OIM debe realizar los pagos, el Proveedor debe informar del cambio a la OIM por escrito a la mayor brevedad posible.

3.3. El Proveedor se hará cargo del pago de todos los impuestos, derechos, tasas y demás gravámenes que le correspondan con relación al presente Acuerdo.

3.4. El Proveedor certifica que, en las transacciones resultantes del presente Acuerdo, no se cobrará a la OIM más que a otros clientes por bienes similares en cantidades y circunstancias similares.

3.5. Sin perjuicio de otros derechos y medios de reparación a los que pueda recurrir, la OIM podrá retener parte o la totalidad del pago del importe pagadero hasta que el Proveedor haya suministrado los bienes y los servicios ligados a dicho pago de forma satisfactoria para la OIM.

4. Entrega

4.1. Se entiende que el importe pagadero estipulado en la Orden de compra comprende el costo de entrega. Los servicios descritos en la Orden de compra se prestarán en el lugar de la entrega y concluirán el mismo día de la entrega, a menos que se estipule lo contrario en el presente Acuerdo.

4.2. El factor temporal es fundamental para la ejecución del presente Acuerdo. En caso de que el Proveedor no ponga a disposición o no suministre los bienes o servicios en el plazo de entrega estipulado en el presente Acuerdo, junto con la documentación de envío correspondiente (incluidos, entre otros, el conocimiento de embarque, el conocimiento aéreo y las facturas comerciales) conforme a lo dispuesto en el presente Acuerdo o a las prácticas comúnmente adoptadas en los intercambios comerciales, la OIM se reserva el derecho de:

a) Rescindir o suspender el presente Acuerdo sin obligación alguna por su parte mediante notificación inmediata, y cobrar al Proveedor cualquier pérdida derivada del incumplimiento del calendario de entrega por parte del Proveedor; o

b) Cobrar una indemnización por daños y perjuicios equivalente al 0,1% (una décima del uno por ciento) del importe pagadero por cada día de retraso o incumplimiento del calendario de entrega por parte del Proveedor. La OIM se reserva el derecho de deducir dicha cuantía de las facturas pendientes del Proveedor, si las hubiere. Esta indemnización por daños y perjuicios solo se aplicará cuando el retraso se deba exclusivamente al incumplimiento del Proveedor.

La aceptación de los bienes entregados con retraso no se considerará una renuncia a los derechos de la OIM de exigir responsabilidades al Proveedor por cualquier pérdida y/o daño resultante del retraso en cuestión, ni modificará en modo alguno la obligación del Proveedor de suministrar bienes en lo sucesivo de conformidad con el Acuerdo.

5. Garantía bancaria para pagos anticipados y garantía de cumplimiento

5.1. Garantía bancaria para pagos anticipados (SI PROCEDE)

El Proveedor de servicios proporcionará a la OIM una garantía bancaria para asegurar el anticipo solicitado (la "garantía bancaria") por un importe equivalente al total desembolsado en concepto de anticipo según lo establecido en la Orden de compra. La garantía bancaria será emitida por un banco o una entidad financiera de confianza conforme al modelo adjunto al presente Acuerdo o según lo haya convenido la OIM por escrito. La garantía bancaria será ejecutable hasta la fecha de finalización de los servicios, a partir de la cual será liberada por la OIM. La OIM no estará obligada a realizar ningún pago hasta que no haya recibido y aprobado la garantía bancaria.

5.2. Garantía de cumplimiento (SI PROCEDE)

5.2.1. El Proveedor de servicios entregará a la OIM una garantía de cumplimiento por un monto equivalente al 10% (diez por ciento) del importe pagadero (la "garantía de cumplimiento"). Dicha garantía deberá ser emitida por un banco o una aseguradora de confianza y en una forma aceptable para la OIM.

5.2.2. La garantía de cumplimiento servirá para asegurar el desempeño satisfactorio del Proveedor de servicios y el firme cumplimiento de lo dispuesto en el presente Acuerdo. En ningún caso se entenderá que la cuantía de la garantía de cumplimiento constituye el límite de la responsabilidad del Proveedor de servicios con respecto a la OIM. La garantía de cumplimiento será ejecutable desde la fecha de inicio de los servicios y hasta 30 días después de finalizadas las obligaciones del Proveedor de servicios, momento en el cual será liberada por la OIM.

6. Inspección y aceptación

6.1. En el caso de que exista algún anexo con especificaciones técnicas que establezcan las inspecciones y pruebas que deberán efectuarse y el lugar donde deberán llevarse a cabo, dichas especificaciones prevalecerán en caso de contradicción con las disposiciones previstas en esta cláusula.

6.2. La OIM o su representante tendrán derecho a inspeccionar o someter a prueba los bienes, sin costo adicional para la OIM, en las instalaciones del Proveedor, en el punto de entrega o en el destino final. El Proveedor facilitará dichas inspecciones y brindará la asistencia necesaria a tal efecto.

6.3. La OIM dispondrá de 30 (treinta) días naturales a contar de la fecha de recepción de los bienes para inspeccionarlos y aceptarlos o rechazarlos si no cumplen con las disposiciones enunciadas en el presente Acuerdo. La OIM podrá rechazar la totalidad de una entrega tras inspeccionar una muestra válida. También podrá cobrar al Proveedor los gastos relacionados con la inspección de los bienes rechazados. El derecho de la OIM a rechazar los bienes no se verá limitado ni será suspendido por el hecho de que dichos bienes hayan sido inspeccionados o sometidos a prueba por la OIM antes de la entrega. A petición de la OIM, el Proveedor sustituirá una parte o la totalidad de los bienes rechazados a su propia costa (incluidos los gastos de transporte), o reembolsará íntegramente a la OIM el importe abonado (incluidos los gastos de transporte) por los bienes rechazados. La OIM podrá devolver los bienes rechazados al Proveedor (los gastos de transporte correrán a cargo del Proveedor), o retener los bienes rechazados para disponer de ellos, a costa y riesgo del Proveedor.

6.4. El Proveedor entiende que el pago de la OIM en virtud del presente Acuerdo no se considerará una aceptación de los bienes entregados en el marco del mismo.

6.5. El Proveedor entiende que cualquier aceptación de los bienes y servicios por la OIM no lo exime de sus obligaciones de garantía o de otra índole en virtud del presente Acuerdo.

6.6. La titularidad de los bienes se transferirá a la OIM cuando estos sean entregados y aceptados por ella. El Proveedor asumirá el riesgo de pérdida, daño o destrucción de los bienes de conformidad con la regla Incoterm ® (2020) prevista. En caso de que no se prevea ninguna regla Incoterm ® (2020) en el documento de compra, dichos riesgos se transferirán a la OIM al mismo tiempo que la titularidad de los bienes.

7. Modificaciones

7.1. La OIM se reserva el derecho de modificar en todo momento la cantidad, el embalaje, las dimensiones de las unidades y el lugar, el método y/o el plazo de entrega o los servicios que se prestarán. Cuando los bienes se produzcan exclusivamente para la OIM, esta también podrá realizar cambios en los dibujos, los diseños o las especificaciones.

7.2. El Proveedor se compromete a proceder con el presente Acuerdo de conformidad con cualquier modificación de este tipo y a presentar una solicitud de ajuste equitativo en el precio o en el plazo de entrega que pudiera ocasionar dicha modificación.

7.3. La OIM considerará que el Proveedor ha renunciado a presentar una solicitud de ajuste equitativo en virtud de esta cláusula si no lo comunica por escrito en un plazo de 10 (diez) días naturales a contar de la fecha en que este fue informado de la modificación o las modificaciones de la OIM.

7.4. Ningún cambio, modificación o revisión del presente Acuerdo tendrá validez, salvo que se efectúe por escrito y cuente con la firma de un representante debidamente autorizado de la OIM.

8. Embalaje

8.1. El Proveedor deberá suministrar un embalaje adecuado y suficiente, de conformidad con las mejores prácticas comerciales, para garantizar que los bienes que se entreguen a la OIM no

sufran daño alguno. El embalaje deberá ser suficiente para poder soportar un manejo brusco durante el tránsito, la exposición a temperaturas extremas, la sal y las precipitaciones durante el transporte, y el almacenamiento al aire libre, teniendo en cuenta el tipo de artículos y medio de transporte utilizado. La OIM se reserva el derecho de rechazar cualquier bien que, a su juicio, no se haya embalado de forma adecuada.

8.2. El embalaje, el marcado y la documentación deberán cumplir cualquier requisito o instrucción notificada por la OIM.

9. Garantías

9.1. El Proveedor de servicios garantiza que todos los bienes suministrados de conformidad con este Acuerdo carecerán de cualquier defecto asociado a su diseño, sus materiales o su fabricación, o derivado de cualquier acto u omisión del Proveedor, que pueda ponerse de manifiesto durante el uso normal de los bienes suministrados en las condiciones prevalecientes en el país de destino final.

9.2. El Proveedor de servicios garantiza que todos los bienes suministrados de conformidad con este Acuerdo son nuevos, están sin usar, corresponden a los modelos más modernos o actuales e incorporan los avances más recientes en diseño y materiales, salvo que se disponga otra cosa en el presente Acuerdo. Todos los bienes y servicios suministrados en virtud del presente Acuerdo se ajustarán a las especificaciones, los dibujos, las muestras u otras descripciones facilitadas por el Proveedor o requeridas por la OIM, y no presentan defectos materiales ni de acabado. Esta garantía seguirá efectiva durante los 12 (doce) meses siguientes a la entrega de los bienes y a su aceptación en el destino final. El uso continuado de dichos bienes por parte de la OIM tras haberse notificado al Proveedor un defecto o inconformidad no se considerará una renuncia a la garantía del Proveedor.

9.3. La OIM notificará sin dilación por escrito al Proveedor cualquier reclamación que pueda surgir con relación a cualquier garantía prevista en las cláusulas 9.1 o 9.2 del presente Acuerdo. Una vez recibida la notificación, el Proveedor deberá reparar o sustituir en el plazo establecido en dicha notificación los artículos defectuosos o las partes defectuosas de estos sin costo alguno para la OIM. El uso continuado de dichos bienes por parte de la OIM tras haberse notificado al Proveedor su defecto o la falta de conformidad o incumplimiento de la garantía no se considerará una renuncia a la garantía del Proveedor.

9.4. El Proveedor asegura además que:

a) Tiene la plena titularidad de los bienes, está plenamente capacitado para venderlos a la OIM y es una empresa financieramente sólida y debidamente acreditada, con los recursos humanos, los equipos, las competencias, los conocimientos técnicos y las aptitudes necesarias para llevar a cabo de manera plena y satisfactoria, y dentro del plazo estipulado, la entrega de los bienes de conformidad con el presente Acuerdo.

b) Se atenderá a todas las leyes, ordenanzas, normas y reglamentos vigentes al dar cumplimiento a sus obligaciones en el marco del presente Acuerdo.

c) Actuará en todo momento en aras del interés superior de la OIM.

d) Ningún oficial, empleado o agente de la OIM ni terceras partes han recibido ni recibirán, por parte del Proveedor, beneficio directo o indirecto alguno que pudiere surgir del presente Acuerdo o de la concesión del mismo, ni tampoco oferta alguna de dichos beneficios directos o indirectos.

e) No ha tergiversado ni ocultado ningún hecho material en la obtención del presente Acuerdo.

f) El Proveedor, su personal y sus accionistas no han sido nunca declarados inaptos por la OIM para la adjudicación de contratos.

g) Mantendrá salvaguardias institucionales, administrativas, físicas y técnicas razonables y adecuadas para asegurar la integridad y la confidencialidad de la información facilitada en virtud del presente Acuerdo. Las salvaguardias tendrán por objeto ofrecer protección contra cualquier amenaza o riesgo previsible que pudiera comprometer la seguridad o la integridad de dicha información, así como prevenir todo acceso, uso o divulgación no autorizados de la misma. Si la OIM lo solicita durante el periodo de vigencia del presente Acuerdo, el Proveedor de servicios le facilitará ejemplares de sus políticas, protocolos, registros u otros materiales pertinentes relativos a la aplicación de las salvaguardias.

h) Ha contratado o contratará un seguro adecuado para el periodo de abastecimiento de suministros en virtud del presente Acuerdo.

i) Los precios que se estipulan en el presente Acuerdo no superan los precios que el Proveedor ofrece a otros clientes por bienes similares.

j) El importe pagadero estipulado en la cláusula 3.1 el presente Acuerdo constituirá la única remuneración que percibirá el Proveedor en relación con el presente Acuerdo. El Proveedor no aceptará en su propio beneficio ninguna comisión comercial, descuento o pago similar en relación con las actividades realizadas en virtud de este Acuerdo o con el cumplimiento de sus obligaciones. El Proveedor se asegurará de que los subcontratistas, así como los oficiales, empleados y agentes de cualquiera de ellos no perciban ninguna de estas remuneraciones adicionales.

k) Respetará la condición jurídica y los privilegios e inmunidades de que goza la OIM en calidad de organización intergubernamental, como la inviolabilidad de los documentos y los archivos, dondequiera que se encuentren, la exención de impuestos, y la inmunidad judicial o jurisdiccional. En el supuesto de que el Proveedor tome conocimiento de cualquier situación en que no se respeten plenamente la condición jurídica y los privilegios e inmunidades de que goza la OIM, informará inmediatamente a la OIM.

l) No figura en la versión más reciente de la Lista Consolidada del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas ni está sujeto a sanciones o suspensiones temporales de ningún tipo. El Proveedor comunicará a la OIM toda sanción o suspensión temporal de que sea objeto durante el periodo de vigencia del presente Acuerdo.

m) No empleará, proporcionará recursos, respaldará, contratará ni se vinculará de manera alguna a personas, entidades o grupos relacionados con el terrorismo conforme a lo dispuesto en la versión más reciente de la Lista Consolidada del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas o en cualquier otro instrumento aplicable en materia de lucha contra el terrorismo. Si, durante el periodo de vigencia de este Acuerdo, el Proveedor determina que existen denuncias o sospechas de que los fondos de que los fondos que se le han transferido en virtud del presente Acuerdo se han utilizado para prestar apoyo o asistencia a personas o entidades asociadas con el terrorismo, informará inmediatamente de ello a la OIM, la cual, en consulta con los donantes, si así procede, formulará a su vez una respuesta adecuada. El Proveedor se asegurará de que este requisito se incluya en todos los subcontratos.

9.5. El Proveedor se compromete a observar las más altas normas éticas en la ejecución del presente Acuerdo y a no incurrir en ninguna práctica fraudulenta, corrupta, discriminatoria o de explotación o en prácticas incompatibles con los derechos consagrados en la Convención sobre los Derechos del Niño. El Proveedor informará inmediatamente a la OIM de cualquier denuncia o sospecha de que puedan haberse producido o estén ocurriendo las prácticas que se describen a continuación:

a) Prácticas fraudulentas, esto es, cualquier acto u omisión, incluidos el ocultamiento y la tergiversación de hechos y circunstancias, por los que, deliberadamente o por negligencia grave, se engañe o intente engañar a una persona física o jurídica en el proceso de adquisición o ejecución de un contrato para obtener un beneficio financiero o de otra índole, o para evadir una responsabilidad, o por el que se cause un perjuicio a la OIM.

b) Prácticas corruptas, esto es, todo ofrecimiento, suministro, aceptación o solicitud, sea de carácter directo o indirecto, de cualquier cosa de valor con el fin de influir indebidamente en la actuación de una persona física o jurídica durante el proceso de adquisición o en la ejecución de un contrato, por ejemplo mediante sobornos.

c) Prácticas colusorias, esto es, el acuerdo entre dos o más licitantes u otras personas físicas o jurídicas celebrado con un propósito indebido, como influir indebidamente en la actuación de otra persona física o jurídica o alterar de forma artificial los resultados de la licitación para obtener un beneficio financiero o de otra índole.

d) Prácticas coercitivas, esto es, toda práctica que tenga por finalidad perjudicar o causar daño, o amenazar con perjudicar o causar daño, de manera directa o indirecta, a cualquier persona física o jurídica, o a la propiedad de esa persona, para influir de forma indebida en sus actividades o en la ejecución de un contrato.

e) Prácticas obstructivas, esto es, todo acto u omisión que tenga por objeto impedir materialmente el ejercicio de los derechos contractuales de la OIM de llevar a cabo una investigación o una auditoría y/o de acceder a información, por ejemplo mediante la destrucción, falsificación, alteración o encubrimiento deliberados de pruebas para las investigaciones de la OIM o la formulación de declaraciones falsas a los investigadores de la OIM para obstruir materialmente una investigación debidamente autorizada de las denuncias de prácticas fraudulentas, corruptas, colusorias, coercitivas o contrarias a la ética; y/o la amenaza, acoso o intimidación a cualquiera de las partes para impedir que revele su conocimiento de hechos pertinentes para la investigación o para la continuación de la investigación.

f) Prácticas contrarias a la ética, esto es, toda práctica que contravenga lo dispuesto en el Estatuto y Reglamento Unificado del Personal de la OIM o en el Código de Conducta de los Proveedores de las Naciones Unidas, por ejemplo en relación con los conflictos de intereses, los obsequios, las atenciones sociales, las prestaciones tras la separación del servicio, el abuso de autoridad, el acoso, la discriminación, la explotación u otras prácticas incompatibles con los derechos consagrados en la Convención sobre los Derechos del Niño.

g) El blanqueo de dinero, entendido como la práctica de convertir o transferir activos a sabiendas de que derivan de uno o varios delitos, con el fin de ocultar o encubrir el origen ilícito de esos activos o de ayudar a las personas implicadas en los delitos conexos a eludir las consecuencias jurídicas de sus actos. Pueden ser objeto de blanqueo el dinero y otros activos.

9.6. Asimismo, el Proveedor asegura que:

a) Tomará todas las medidas apropiadas para prevenir la explotación y los abusos sexuales, entendidos según las definiciones de la sección 1 del documento ST/SGB/2003/13 (el "Boletín del Secretario General")¹, y el acoso sexual, entendido según la definición de la sección 1 de la política modelo del sistema de las Naciones Unidas sobre el acoso sexual², por parte de sus empleados o de subcontratistas, consultores, pasantes o voluntarios asociados con el Proveedor de servicios o que trabajen en nombre de este para realizar las actividades previstas en el marco del presente Acuerdo (el "personal asociado").

b) Aceptará y cumplirá las normas de conducta enumeradas en la sección 3 del Boletín del Secretario General.

c) Informará a la OIM de inmediato y de manera confidencial de cualquier denuncia o sospecha de explotación y abusos sexuales o acoso sexual que afecte a sus empleados o su personal asociado; investigará de inmediato toda denuncia creíble de explotación y abusos sexuales o acoso sexual que afecte a sus empleados o su personal asociado e informará a la OIM del resultado de tal investigación; tomará medidas correctivas apropiadas, incluida la imposición de medidas disciplinarias a cualquiera de sus empleados o miembros del personal asociado que haya incurrido en actos de explotación y abusos sexuales o acoso sexual, e informará a la OIM de tales medidas correctivas.

d) Facilitará a la OIM, previa solicitud por escrito, toda la información pertinente para determinar si el Proveedor ha adoptado iniciativas de investigación y medidas correctivas apropiadas en casos de explotación y abusos sexuales o acoso sexual. La no adopción de iniciativas de investigación o medidas correctivas apropiadas a satisfacción de la OIM constituirá un incumplimiento grave del presente Acuerdo.

e) Velará por que las disposiciones relativas a la explotación y los abusos sexuales y el acoso sexual que figuran en esta cláusula se incluyan en todos los subcontratos relacionados

con el presente Acuerdo.

f) Cumplirá las disposiciones de esta cláusula durante el periodo de vigencia del presente Acuerdo.

9.7. El Proveedor de servicios declara expresamente conocer y aceptar que el incumplimiento de cualquiera de las disposiciones que figuran en las cláusulas 9.4, 9.5 o 9.6 del presente Acuerdo por parte del Proveedor de servicios, sus empleados o su personal asociado constituye un incumplimiento grave del presente Acuerdo y otorgará a la OIM el derecho a rescindirlo de inmediato, previa notificación por escrito y sin que ello conlleve obligación alguna. Si la OIM determina, ya sea por medio de una investigación o de cualquier otra forma, que dicho incumplimiento se ha producido, tendrá derecho a recuperar del Proveedor de servicios todas las pérdidas en que la OIM haya incurrido como consecuencia del mismo, además de su derecho a rescindir el Acuerdo.

9.8. La OIM tendrá derecho a investigar cualquier denuncia (de explotación y abusos sexuales, acoso sexual, fraude, corrupción u otras) que afecte al Proveedor de servicios, sus empleados o su personal asociado, sin perjuicio de investigaciones conexas llevadas a cabo por el Proveedor de servicios o las autoridades nacionales. El Proveedor de servicios cooperará plena y oportunamente con las investigaciones que lleve a cabo la OIM. Dicha cooperación supondrá, entre otras cosas, la obligación del Proveedor de servicios de poner a disposición a su personal y cualquier documento pertinente para tales fines en horarios y condiciones razonables, así como de permitir el acceso a sus instalaciones en horarios y condiciones razonables para facilitar el contacto con el personal y la consulta de la documentación pertinente. El Proveedor de servicios exigirá a sus agentes, incluidos sus abogados, contadores y otros asesores, que cooperen razonablemente con cualquier investigación que lleve a cabo la OIM.

10. Cesión y subcontratación

10.1. El Proveedor no deberá ceder o subcontratar parcial o íntegramente el presente Acuerdo o las actividades previstas en él, a menos que así lo haya acordado previamente por escrito con la OIM. Cualquier subcontratación que emprenda el Proveedor sin la aprobación escrita de la OIM podrá ser motivo de rescisión del presente Acuerdo.

10.2. La antedicha aprobación escrita no eximirá al Proveedor de ninguna responsabilidad u obligación en el marco del presente Acuerdo, ni creará relación contractual alguna entre el subcontratista y la OIM. El Proveedor incluirá en el acuerdo con el subcontratista todas las disposiciones del presente Acuerdo que sean de aplicación a los subcontratistas, incluidas todas las garantías y disposiciones especiales pertinentes. El Proveedor seguirá estando vinculado como obligado principal en virtud del presente Acuerdo y será directamente responsable ante la OIM de cualquier falta en el desempeño del subcontratista. El subcontratista no tendrá ningún fundamento de demanda en contra de la OIM por cualquier incumplimiento del subcontrato.

11. Fuerza mayor

11.1. Ninguna de las Partes será responsable de ninguna demora en el cumplimiento de las obligaciones contraídas en virtud del presente Acuerdo ni del incumplimiento de esas obligaciones si dicha demora o incumplimiento obedecen a causas de fuerza mayor, esto es, a cualquier acto imprevisible e inevitable de la naturaleza, acto de guerra (declarado o no), invasión, revolución, insurrección, terrorismo, bloqueo o embargo, huelga, restricción gubernamental o estatal, desastre natural, epidemia, crisis de salud pública, o a cualesquiera otras circunstancias que no hayan sido ocasionadas por la Parte afectada ni estén bajo su control.

11.2. Tras producirse un suceso de fuerza mayor que incida en la capacidad de la Parte afectada para cumplir con sus obligaciones en virtud del presente Acuerdo, esta informará cuanto antes a la otra Parte sobre el suceso y la posibilidad de incurrir en demora, facilitando todos los detalles pertinentes por escrito. Tras recibir dicha información, la Parte no afectada emprenderá las acciones que, a su juicio, considere oportunas o necesarias habida cuenta de las circunstancias, incluida la concesión a la Parte afectada de una prórroga razonable para el cumplimiento de sus obligaciones. Durante el periodo de fuerza mayor, la Parte afectada adoptará todas las medidas razonables para reducir al mínimo los daños y reanudar su funcionamiento habitual.

11.3. La OIM tendrá derecho, sin responsabilidad alguna, a suspender o rescindir el Acuerdo si el Proveedor no puede cumplir con sus obligaciones en virtud del mismo por razones de fuerza mayor. En caso de tal suspensión o rescisión, se aplicará lo dispuesto en la cláusula de rescisión.

12. Contratista independiente

El Proveedor de servicios, sus empleados y otro personal, así como sus subcontratistas y el personal de estos, si los hubiere, prestará todos los servicios con arreglo al presente Acuerdo como contratistas independientes, y no en calidad de empleados o agentes de la OIM.

13. Auditorías

El Proveedor se compromete a llevar registros financieros y a conservar comprobantes, datos estadísticos y cualquier otro documento pertinente, con arreglo a principios de contabilidad generalmente aceptados, a fin de justificar adecuadamente todos los gastos directos e indirectos de cualquier índole derivados de las transacciones relacionadas con el suministro de bienes y servicios descritos en el presente Acuerdo. El Proveedor pondrá a disposición de la OIM o del representante designado por esta dichos registros y documentos en cualquier momento razonable durante un plazo de 7 (siete) años a partir de la fecha del último pago, con fines de inspección, auditoría o reproducción. Previa solicitud, los empleados del Proveedor tendrán que estar disponibles para ser entrevistados.

14. Confidencialidad

14.1. Cualquier información que pase a estar en posesión o conocimiento del Proveedor con relación al presente Acuerdo deberá tratarse con estricta confidencialidad. El Proveedor no comunicará dicha información a terceros sin autorización previa por escrito de la OIM. El Proveedor deberá observar los Principios de la OIM de Protección de Datos en caso de que reúna, reciba, utilice, transfiera, almacene o procese de cualquier otro modo cualquier dato personal en el cumplimiento del presente Acuerdo. Estas obligaciones seguirán vigentes tras la expiración o rescisión del presente Acuerdo.

14.2. Sin perjuicio de lo dispuesto en el párrafo anterior, la OIM podrá divulgar el contenido del presente Acuerdo e información relacionada con él, incluidos el nombre y el domicilio del Proveedor, el título del contrato/proyecto, la naturaleza y el propósito del contrato/proyecto y la cuantía del contrato/proyecto, en la medida en que así lo requieran sus donantes o auditores en relación con cualquier compromiso contraído por la OIM en el marco de una iniciativa para la transparencia y la rendición de cuentas respecto de los fondos recibidos por la OIM, siempre que tal divulgación se ajuste a sus políticas, instrucciones y reglamentos.

15. Solución de conflictos

15.1. Cualquier conflicto, controversia o reclamación dimanante del presente Acuerdo o relacionado con él, o con su incumplimiento, terminación o invalidez, se resolverá amistosamente mediante negociación entre las Partes.

15.2. En caso de que el conflicto, la controversia o la reclamación no haya podido resolverse mediante negociación en un plazo de 3 (tres) meses a contar de la fecha de recepción de la notificación por una de las Partes de la existencia de dicho conflicto, controversia o reclamación, cualquiera de las Partes podrá solicitar una mediación de conformidad con el Reglamento de Mediación de la Comisión de las Naciones Unidas para el Derecho Mercantil Internacional (CNUDMI) que esté vigente en la fecha del conflicto.

15.3. En caso de que la mediación resulte infructuosa, cualquiera de las Partes podrá someter el conflicto, controversia o reclamación a arbitraje de conformidad con el Reglamento de Arbitraje de la CNUDMI que esté vigente en la fecha del conflicto a más tardar 3 (tres) meses después de la fecha de finalización de la mediación, con arreglo a lo dispuesto en el artículo 9 del Reglamento de Mediación de la CNUDMI. El procedimiento de arbitraje se llevará a cabo con un solo árbitro y en idioma inglés. La autoridad nominadora será el Secretario General de la Corte Permanente de Arbitraje. El tribunal arbitral no estará facultado para imponer sanciones punitivas. El lugar para el arbitraje será la ciudad de Ginebra (Suiza).

15.4. Todos los aspectos de la solución de conflictos descritos en las disposiciones 1 a 3 de la presente cláusula deberán ser tratados como confidenciales por las Partes y todos los demás interesados.

15.5. Tanto el presente Acuerdo como el acuerdo de arbitraje mencionado se regirán por las condiciones estipuladas en el presente Acuerdo, complementadas por los principios generales del derecho aceptados internacionalmente (incluidos los Principios del Instituto Internacional para la Unificación del Derecho Privado (UNIDROIT) sobre los Contratos Comerciales Internacionales) para las cuestiones no contempladas en el presente Acuerdo, con exclusión de cualquier ordenamiento jurídico nacional que someta el Acuerdo a las leyes de cualquier jurisdicción.

15.6. Esta cláusula seguirá vigente tras la expiración o la rescisión del presente Acuerdo.

16. Uso del nombre, la sigla y el logotipo de la OIM

El Proveedor no tendrá derecho a usar el nombre, la sigla o el logotipo de la OIM sin su autorización previa y por escrito. El Proveedor reconoce que el uso del nombre, la sigla y el logotipo de la OIM está estricta y exclusivamente reservado para los fines oficiales de la OIM, estando estos protegidos contra cualquier uso no autorizado en virtud del Artículo 6ter del Convenio de París para la Protección de la Propiedad Industrial, revisado en Estocolmo en 1967 (828 UNTS 305 (1972)).

17. Condición jurídica de la OIM

Nada de lo dispuesto en el presente Acuerdo se podrá considerar una renuncia explícita o implícita de los privilegios e inmunidades de que goza la OIM.

18. Exención de responsabilidad y cobertura de seguro

18.1. El Proveedor deberá, en todo momento, actuar en defensa de la OIM y de sus oficiales, empleados y agentes, eximiéndolos y exonerándolos de toda responsabilidad con relación a cualesquiera pérdidas, costos, daños y gastos (incluidos gastos jurídicos y costas judiciales), reclamaciones, pleitos, procesos judiciales, peticiones y responsabilidades de toda índole o naturaleza, en la medida en que resulten o se deriven de los actos u omisiones del Proveedor o de sus empleados, directivos, agentes o subcontratistas, en la ejecución del presente Acuerdo. La OIM informará sin demora al Proveedor de cualquier reclamación, pérdida o petición tramitada por escrito de las que el Proveedor sea responsable en virtud de esta cláusula.

18.2. Esta exención de responsabilidad seguirá vigente tras la expiración o rescisión del presente Acuerdo.

18.3. El Proveedor garantizará que los bienes suministrados en virtud del presente Acuerdo estén plenamente asegurados en una moneda de libre convertibilidad contra pérdidas o daños hasta el punto de entrega. Podrán establecerse requisitos adicionales en materia de seguros en las especificaciones técnicas.

19. Exención de obligaciones

El hecho de que, en uno o más casos, una de las Partes no insista en el estricto cumplimiento de cualquiera de las disposiciones del presente Acuerdo no constituirá una renuncia o exoneración del derecho a hacer cumplir las disposiciones del mismo en el futuro, derecho que permanecerá plenamente en vigor.

20. Rescisión y nueva adquisición

- 20.1. La OIM podrá suspender o rescindir el presente Acuerdo, en parte o en su totalidad y con efecto inmediato, mediante notificación por escrito al Proveedor, en caso de que se reduzca o se ponga fin al mandato de la OIM aplicable a la ejecución del Acuerdo o a la financiación de la OIM asignada al Acuerdo. La OIM podrá asimismo suspender o rescindir el Acuerdo, sin justificación alguna, previa notificación por escrito con 30 (treinta) días de antelación.
- 20.2. En caso de rescisión del Acuerdo, la OIM únicamente pagará por los bienes entregados y los servicios prestados de conformidad con lo dispuesto en el Acuerdo, a menos que las Partes hayan acordado otra cosa por escrito. El Proveedor deberá devolver a la OIM cualquier otra cantidad que se haya pagado con antelación en un plazo de 7 (siete) días desde la fecha de notificación de la rescisión.
- 20.3. Si la OIM rescinde total o parcialmente el presente Acuerdo por incumplimiento del Proveedor, podrá adquirir en otro lugar bienes similares a aquellos afectados por la rescisión, y el Proveedor será responsable de cualquier gasto adicional que suponga la adquisición de dichos bienes para la OIM, así como de retirar parte o la totalidad de los productos o equipos de las instalaciones de la OIM u otros lugares de entrega. El Proveedor no será responsable de ningún sobrecosto cuando el incumplimiento de este Acuerdo se deba a causas ajenas a su voluntad sin que haya habido culpa o negligencia por parte del Proveedor.
- 20.4. Tras la rescisión del Acuerdo, el Proveedor renunciará al derecho de reclamar daños y perjuicios, incluida la pérdida de beneficios previstos.
- 20.5. En caso de suspensión del presente Acuerdo, la OIM especificará por escrito el alcance de las actividades y/o los resultados que se suspenderán. Durante el periodo de suspensión, seguirán siendo aplicables todos los demás derechos y obligaciones previstos en el presente Acuerdo. La OIM notificará por escrito al Proveedor el levantamiento de la suspensión y podrá modificar la fecha de finalización. El Proveedor no tendrá derecho a reclamar o recibir ningún importe ni ningún gasto en el que haya incurrido durante el periodo de suspensión del presente Acuerdo.

21. Contratación con otros organismos de las Naciones Unidas

En caso de que cualquier entidad de las Naciones Unidas desee adquirir bienes y servicios del mismo tipo que los previstos en el presente Acuerdo a través de sus propias fórmulas de contratación, el Proveedor les suministrará dichos bienes y servicios a unos precios y en unas condiciones que no resulten menos favorables que las previstas en el presente Acuerdo. A tal efecto, la OIM tendrá derecho a revelar información relacionada con el presente Acuerdo a cualquier otra entidad de las Naciones Unidas.

22. Divisibilidad

Si cualquier parte del presente Acuerdo fuese inválida o inaplicable, dicha parte será extraída del mismo, siendo el resto del Acuerdo plenamente válido.

23. Indivisibilidad

El presente Acuerdo y sus Anexos, si los hubiere, encarnan la totalidad del acuerdo entre las Partes y reemplazan cualquier acuerdo o arreglo anterior que hubiere con relación al tema de que es objeto este Acuerdo.

24. Cláusulas finales

- 24.1. El presente Acuerdo entrará en vigor tras la firma de ambas Partes y permanecerá en vigor hasta que las Partes hayan cumplido todas las obligaciones contraídas en virtud del mismo, a menos que sea rescindido con anterioridad conforme a lo dispuesto en la cláusula de rescisión.
- 24.2. Cualquier modificación de los presentes términos y condiciones deberá constar por escrito en forma de enmienda al presente Acuerdo.

[1] Boletín del Secretario General sobre medidas especiales de protección contra la explotación y el abuso sexuales, 9 de octubre de 2003, [N0355040.pdf \(un.org\)](#).

[2] Política modelo del sistema de las Naciones Unidas sobre el acoso sexual, [política modelo de la Junta de los Jefes Ejecutivos \(unsceb.org\)](#).